

LIBREVILLE, 15 décembre (Infosplusgabon) – Le Conseil d’administration du Groupe de la Banque africaine de développement (www.AfDB.org) a approuvé, lundi à Abidjan, un prêt de 210 millions de dollars américains en faveur du Nigeria pour la mise en œuvre de la phase 1 du Programme spécial de Zone de transformation agroalimentaire.

Le programme qui devrait avoir un impact sur la vie de millions de personnes dans le pays le plus peuplé d’Afrique contribuera à libérer le potentiel du secteur agricole nigérian. Il favorisera l’industrialisation grâce au développement de cultures et d’élevages stratégiques.

Le financement de ce programme par la Banque africaine de développement représente, à ce jour, l’une des opérations les plus ambitieuses de l’institution en termes d’envergure et de portée. Il se compose d’un prêt de 160 millions de dollars de la Banque africaine de développement et d’un autre de 50 millions de dollars de l’Africa Growing Together Fund. La phase 1 du projet ciblera sept États fédérés du Nigeria ainsi que la capitale fédérale Abuja.

Le projet appuiera les efforts déployés par le Nigeria pour accroître la productivité agricole, promouvoir les investissements, créer de la richesse et des emplois, et transformer les zones rurales en corridors de prospérité économique. La première phase sera mise en œuvre avec le cofinancement d’autres partenaires pour un montant total de 538,05 millions de dollars.

« Nous disposons de plusieurs millions d’hectares de terres arables et nous avons décidé de créer des Zones spéciales de transformation des produits agricoles à travers le pays. Nous sommes convaincus que ces initiatives faciliteront les investissements dans le secteur agricole », a déclaré le président nigérian Muhammadu Buhari aux dirigeants mondiaux lors du sommet de la Future Investment Initiative à Riyad, peu avant la réunion du Conseil d’administration de la Banque.

Le programme des Zones spéciales de transformation agroalimentaire devrait permettre de doter les régions rurales à fort potentiel agricole d'infrastructures économiques. Ces zones attireront les investissements des agro-industriels et des entrepreneurs, contribueront au développement économique et social du Nigeria et permettront d'endiguer l'exode rural. Les régions concernées par le projet représentent 19 % de la superficie totale du Nigeria et 50,4 millions de personnes en bénéficieront. Les États dans lesquels la première phase du programme sera mise en œuvre ont été sélectionnés sur la base d'un critère de préparation et de la nécessité d'assurer un équilibre géographique entre les six zones géopolitiques du Nigeria.

La Banque islamique de développement et le Fonds international pour le développement agricole fourniront un financement additionnel. Le gouvernement fédéral et les gouvernements des États fédérés concernés apporteront des contributions en espèces et en nature.

« Cette première phase du programme n'est pas pilotée par le gouvernement. Elle est soutenue par le gouvernement et menée par le secteur privé, a déclaré le président du Groupe de la Banque africaine de développement, Dr Akinwumi A. Adesina. C'est de cette façon que la transformation structurelle de l'agriculture s'opèrera. C'est remarquable de voir un engagement aussi fort de la part du gouvernement nigérian. L'engagement du ministre des Finances nigérian et de tous les gouvernements des États est extrêmement fort parce qu'ils doivent donner les terres, s'assurer que toutes les réglementations et les incitations sont mises en place. »

Le programme des Zones spéciales de transformation agroalimentaire de la Banque africaine de développement est un élément phare de la stratégie « nourrir l'Afrique » de la Banque. La Banque prévoit d'établir les zones spéciales de transformation agroalimentaire dans 18 pays africains, dont le Nigeria. Les zones sont conçues de manière à regrouper la production, la transformation, le stockage, le transport et la commercialisation de produits de base, tels que le

coton ou le maïs, afin d'accroître la productivité et la compétitivité tout en réduisant les coûts logistiques.

Pour Lamin Barrow, directeur général du Bureau pays de la Banque africaine de développement pour le Nigeria, « la phase 1 du programme des Zones spéciales de transformation agroalimentaire du Nigeria mobilisera les investissements du secteur privé dans les pôles agro-industriels et les centres de transformation agricole. Au moins, 1,5 million de ménages en seront les bénéficiaires directs. Le programme a pour objectif de créer 400 000 emplois directs et jusqu'à 1,6 million d'emplois indirects. »

Généralement implantées à proximité de villes de taille moyenne, les zones agro-industrielles sont conçues pour revitaliser les économies périurbaines et créer des emplois pour les femmes, les hommes et les jeunes. La Banque africaine de développement prévoit un investissement de deux millions de dollars pour financer un plan d'action en faveur de l'égalité des genres, qui fournira des lignes directrices tenant compte de la dimension genre pour les zones agro-industrielles et incluant des ateliers pour les coopératives agricoles dirigées par des femmes et des renforcements de capacité pour les femmes.

« L'emploi et les opportunités économiques équitables sont la pierre angulaire du travail de la Banque, a déclaré Beth Dunford, vice-présidente de la Banque chargée de l'Agriculture et du Développement humain et social. Ce programme cible une participation d'au moins 50 % de femmes. Le plan d'action pour l'égalité des genres contribuera à faciliter un élargissement de l'accès des femmes aux prêts. »

La réalisation de la phase 1 devrait permettre d'augmenter la chaîne de valeur des produits de base suivants :

État de Cross River : cacao, riz et manioc

Territoire de la capitale fédérale : élevage de bétail (bovins de boucherie et bovins laitiers)

État d'Imo : élevage de bétail (bovins de boucherie et bovins laitiers)

État de Kaduna : tomates, maïs et gingembre

État de Kano : riz, tomates, arachides et huile de sésame

État de Kwara : élevage de bétail

État d'Ogun : manioc, riz, volaille et pêche

État d'Oyo : manioc, soja et riz

(Source African Development Bank Group (AfDB))

FIN/INFOSPLUSGABON/USD/GABON2021

© Copyright Infosplusgabon